

La Perception de l'environnement par les entreprises labélisées RSE au Maroc : Exploration des investissements en environnement

Perception of the environment by CSR labeled companies in Morocco: Exploration of environmental investment

Jalila BOUANANI EL IDRISI

Docteur en Sciences de gestion

Professeur à l'École National de Commerce et de Gestion Settat

Laboratoire de recherche des Études en Finance Comptabilité et Gestion/ Système d'Information et d'Aide
à la Décision LE FCG/ SIAM

Université Hassan premier

j.bouanani@encgsettat.ac.ma

Salwa LADRAA

Docteur en Sciences de gestion

Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales de Salé

Université Mohammed V, Rabat

Ladraa.salwa@gmail.com

Date de soumission : 22/12/2022

Date d'acceptation : 01/03/2023

Pour citer cet article :

BOUANANI EL IDRISI.J & LADRAA.S.(2023) «La Perception de l'environnement par les entreprises labélisées RSE au Maroc : Exploration des investissements en environnement Le risque crédit au sein des banques participatives, au prisme de la restructuration du système bancaire marocain », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 4: Numéro 3 » pp : 49 – 67.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Depuis les années 2000, la variable environnementale s'est imposée au-devant de la scène managériale au Maroc. Cet engagement s'est traduit par la mise en place de plusieurs lois, Dahir et arrêtés ayant pour objectif de valoriser, préserver et respecter l'environnement. La nouveauté du thème et les différentes conventions internationales ont poussé les entreprises marocaines à leur tour à s'intéresser à l'investissement dans le développement durable notamment dans la préservation de l'environnement. Mais au-delà des retombées financières et stratégiques, il est pertinent de s'ouvrir sur la perception actuelle de l'environnement et sur son impact sur l'investissement environnementale des entreprises labélisées RSE au Maroc.

Dans cet article, nous allons explorer la perception des entreprises marocaines quant à la préservation et protection de l'environnement à travers l'importance et le choix de ses investissements environnementaux. Pour ce faire nous avons opté pour une étude qualitative en se basant sur des entretiens semi-directive visant douze entreprises labellisées RSE par la Confédération Générale Des Entreprises du Maroc. Quant à l'analyse des résultats recueillis, nous nous sommes basés sur la méthode d'analyse de contenu manuelle.

Mots clés : Préservation de l'Environnement, Entreprises labellisées, Responsabilité Sociétal de l'Entreprise RSE, Étude exploratoire, Maroc.

Abstract

Since the 2000s, the environmental variable has come to the forefront of the managerial scene in Morocco. This commitment has led to the implementation of several laws, Dahirs and decrees whose objective is to value, respect and preserve the environment. The new topic and the various international conventions have pushed Moroccan companies to be interested in investing in sustainable development, particularly in the preservation of the environment. But beyond the financial and strategic benefits, it is relevant to open up on the current perception of the environment and its impact on the environmental investment of CSR-labeled companies in Morocco.

In this article, we will explore the perception of Moroccan companies regarding the preservation and protection of the environment through the importance and choice of their environmental investments. To do this, we opted for a qualitative study based on semi-directive interviews with twelve companies that have been awarded the CSR label by the General Confederation of Moroccan Companies. As for the analysis of the results collected, we used the manual content analysis method.

Keys words: Environment preservation, labeled companies, Corporate Social Responsibility CSR, Exploratory Study, Morocco.

Introduction

Si l'inquiétude envers la nature s'est accentuée à cause des grandes catastrophes écologiques et les grands problèmes mondiaux (pollution, effet de serre...), elle ne devient une réelle préoccupation qu'à partir du moment où des conséquences individuelles peuvent apparaître. La relation environnement-santé s'intensifie davantage à ce stade (Prakash et Pathak, 2017).

Le premier réel engagement du Maroc en faveur du développement durable était suite à la conférence de Rio en 1992, date à partir de laquelle le pays s'est lancé dans un programme appelé Action 2 ayant pour but de préserver les ressources naturelles et ce à travers la lutte contre la désertification, la diminution de la pollution, la gestion des ressources en eau et des déchets ... Suite au même sommet, appelé sommet de la terre, le Maroc a signé plusieurs conventions internationales sur le climat et la biodiversité.

Parler environnement revient à évoquer la préoccupation environnementale. Dans la recherche comportementale sur l'environnement, la notion de la préoccupation environnementale est toujours considérée comme le niveau de préoccupation d'un individu par rapport à l'environnement (Hines et Al., 1987).

L'accent est généralement mis sur les préoccupations environnementales en tant que mesure cognitive afin de prédire le comportement écologique d'une personne. En général, l'individu prend conscience des problèmes environnementaux et de sa volonté de les résoudre (Prakash et Pathak, 2017).

Pour Dagher et Itani (2014), cela implique le sens de la responsabilité et de l'envie de protéger l'environnement, incarnée par l'émotion et le respect de ce dernier. Ce point se reflète dans l'implication des individus dans la protection de l'environnement soit individuellement ou collectivement (Kim et Choi, 2005 ; Zhao et Al., 2014).

Ainsi, et pour mieux apprécier l'engouement vers l'investissement en environnement par les entreprises, il est pertinent de s'ouvrir sur la perception actuelle de ce dernier. C'est dans ce contexte que nous avons choisi de répondre à la problématique suivante :

Comment est-ce que la perception de l'environnement par les entreprises labélisées RSE au Maroc impacte t'elle leur investissement environnemental ?

L'objectif de notre étude est de mettre l'accent sur la perception de l'investisseur marocain quant à la préservation et la protection de l'environnement à travers l'importance et le choix de ses

investissements dans ce dernier. Pour ce faire, nous avons choisi une approche qualitative en se basant sur un guide d'entretien semi directive qui nous permettra à travers une analyse de contenu manuelle de répondre à notre questionnement central.

Pour ce faire nous avons répartie notre travail selon la méthode IMRAD commençant par l'introduction et la contextualisation de notre thématique suivi d'une revue de la littérature, pour ensuite présenter la méthodologie et l'échantillon de notre étude qualitative ce qui nous mène vers la présentation, l'analyse et la discussion des résultats de notre explorations.

1. Revue de la littérature :

La projection perceptuelle se voit plus pointue dans le cadre de l'écologie, en effet, Libaert (2010) mentionne que « l'évolution de la perception écologique dépend de transformations psychologiques plus profondes telles que l'individualisme ou le tribalisme, le culte du corps et de la forme. Cette relation entre la nature et l'équilibre, voire la beauté du corps, se présente dans le marketing de certains produits diététiques (gamme allégée, produits bio...) ou cosmétiques comme les produits de soins issus de la culture biologique. » De fait, l'environnement est devenu lié au bien-être car les composantes de l'environnement peuvent impacter directement les conditions de vie et de la santé (qualité de l'air que nous respirons, la mode de culture des aliments etc.). Cela dit, l'environnement se voit approcher à travers la morale (l'environnement est un bien à protéger), ou encore à travers une vision juridique ou politique (il faut renforcer la réglementation).

Deux nouveaux comportements émergent ; l'un, technique, qui prône pour l'évolution des technologies vertes et de produits verts et l'autre, économique, qui conçoit davantage le problème en termes de frais, d'incitations financières et d'imposition. L'intérêt de l'entreprise est de suivre l'ensemble de ces approches. Il est de comprendre leur intensité, leurs objets de préoccupation, leurs émetteurs. Il est aussi de pouvoir suivre les évolutions, dont les données sont abondantes et parfois paradoxales.

Quoique les prévisions soient difficiles, il est évident que l'environnement est une préoccupation permanente, même si ses formes peuvent évoluer. C'est pour cela qu'un suivi des tendances s'impose comme étant la seule méthode pour comprendre la perception du public sur un produit ou une société, et la prévision des éventuels décalages. Seul un baromètre précis peut fournir une base fiable à l'éco-business appelé aussi écolo-marketing. Faute de quoi, le thème risque d'être

manipulé, gâché, ce qui anéantira toute tentative rigoureuse de communication verte (Libaert, 2010).

1.1.Perception de l'environnement au Maroc

Brahimi (2015) souligne que « *le droit à un environnement sain est un droit fondamental* » reconnu, pour la première fois au Maroc, par la Constitution¹ de 2011. Cette affirmation constitutionnelle est inscrite dans l'article 31, qui engage l'État, et ses organismes de garantir à tout un chacun le droit au développement durable, à l'accès à l'eau et à un environnement sain.

Pour Mkik et Al. (2017), la protection de l'environnement au Maroc a dépassé la préoccupation individuelle. Elle s'inscrit actuellement dans les préoccupations nationales, à travers des programmes tels que la Stratégie nationale pour la protection de l'environnement et le développement durable, ou le programme Action 30. La désertification et, à une plus grande échelle, la déforestation, progressent rapidement au Maroc où, comme dans un nombre d'autres pays en développement, la pression démographique pèse de plus en plus lourdement sur l'environnement. Le pâturage intensif, voire parfois anarchique lorsque les troupeaux sont laissés en liberté, le défrichage massif d'immenses étendues boisées pour satisfaire aux besoins grandissants en bois de chauffage, matériaux de construction, fourrage, extension des terres arables, urbanisation galopante. Cela dit, le Maroc commence à faire face à de nouvelles réalités qui touchent la dégradation environnementale et s'illustrent dans des chiffres difficilement négligeables, estimés à 13 milliards de dirhams (environ 3,7% du PIB national).

Egalement, le statut avancé du Maroc accordé par l'Union Européenne, oblige à une convergence réglementaire à terme, et à une meilleure intégration des paramètres environnementaux dans la gestion au quotidien, et à la structuration d'un appareil de contrôle et d'accompagnements aux meilleurs pratiques.

Ainsi, l'urgence de la mise en place d'un cadrage permettant au Maroc de faire face à cette problématique, aussi importante qu'imposée par le contexte économique et politique a poussé les entreprises à prendre part à ce mouvement d'engagement à travers l'adaptation de leurs méthodes managériales (Ladraa et Ben Moussa, 2019). La nécessité de se conformer aux standards

¹ La Constitution a été promulguée par le dahir n° 1.11.91 du 29 juillet 2011, Bulletin officiel (BO) n° 5964-bis du 30 juillet 2011, p. 1902.

internationaux a donc convaincu les entreprises marocaines à entamer de nouvelles démarches de valorisation environnementale.

Concernant le côté législatif, Rafiq (2019) souligne que « la volonté politique d'intégrer la dimension écologique dans les modes de consommation et de protection est traduite par la réorganisation du secteur de l'environnement au niveau national ». Le sommet de Rio en 1992 a lancé les prémices de l'engouement environnemental et la constitution de 2011 a renforcé ce cadre. L'article 31 met en avant la nécessité de la protection et de la valorisation des ressources naturelles tandis que l'article 12 traite de la reconnaissance des ONG ainsi que leur rôle indéniable de la société civile au niveau environnemental.

1.2.L'investissement environnemental au Maroc

Depuis 1995, le Maroc a mis en place d'un ministère dédié au développement durable et à la protection de l'environnement, ce même secteur qui sera rattaché, sous sa forme actuelle au ministère de la transition énergétique et du développement durable.

A partir de 2003, le Maroc s'est doté d'un arsenal juridique très important en matière de protection de l'environnement ce qui lui a permis d'actualiser sa réglementation en la matière.

Les principaux textes de lois et Dahirs sont répertoriés dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Loi / Dahir/ Arrêté adopté par le Maroc

Loi/ Dahir/ arrêté	Objectif
Loi n° 10-95 de 1995 sur l'eau promulguée par le dahir n° 1-95-154 du 18 rabii I 1416 (16 août 1995)	Utilisation optimale et valorisation des ressources en eau.
Loi 10-13 de 2003 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement	Déterminer les principes de base pour respecter et protéger l'environnement tout en gardant un équilibre économique sociale et environnementale.
La loi 13-03 de 2003 relative à la lutte contre la pollution de l'air	Lutter contre la pollution de l'air provoquée par les industries.
La loi de 2003 relative aux Études d'Impacts sur l'Environnement EIE	Prononcer « l'Acceptabilité Environnementale » prononcée par l'autorité gouvernementale chargée de l'environnement, conformément à l'avis du Comité national ou régional.
La Loi n° 08-01 du 13 juin 2002 relative à l'exploitation des carrières	Définir la carrière avec ses notions connexes avec leur exploitation.
La Loi n°19-95 relative à l'eau :	Interdire les rejets des déchets solides dans les cours d'eaux publics afin de préserver la qualité de l'eau.
La loi n°28-00 de 2006 relative à la gestion des déchets et à leur élimination	Arrêter et définir les règles et les principes fondamentaux se rapportant à la gestion des déchets et leur élimination.
La Loi n° 12-90 relative à l'urbanisme	Définir les plans d'urbanisme, leur contenu ainsi que leur champ d'application
Loi n° 13-09 relative aux énergies renouvelables, promulguée par Dahir n° 1-10-16 du 26 Safar 1431 (11 février 2010)	Réduire la consommation énergétique national
Le Dahir du 20 hidja 1335 (10 octobre 1917) relatif à la conservation et l'exploitation des forêts	Identifier le domaine forestier, son exploitation, sa protection, les sanctions pour toutes infractions.
Le Dahir du 25 août 1914 relatif à la réglementation des établissements insalubres, incommodes et dangereux	Permettre d'effectuer le contrôle sur les établissements insalubres, incommodes et dangereux par l'autorité administrative.
L'Arrêté du 6 décembre 1955 Arrêté du Directeur de l'Agriculture et des forêts	Déterminer les conditions d'utilisation des eaux grasses, des déchets de viande ou de salaison constituant des résidus de cuisine

Source : Auteurs

Plus encore, le Maroc s'est lancé dans un chantier important visant à préserver ses ressources naturelles en faisant recours à des investissements lourds dans plusieurs domaines à savoir l'agriculture, l'industrie, l'eau, l'électricité.

Parmi les projets phares menée par le Maroc pendant les 15 dernières années on trouve :

- **Le plan Maroc Vert** : Initié par sa majesté en 2008, l'objectif principal de ce projet était de restructurer et moderniser le secteur agricole. D'après l'ancien ministre de l'agriculture M. Akhannouch², le plan Maroc vert a atteint ses objectifs économiques en augmentant le PIB agricole de 5,25% en moyenne annuelle contre 3,8 pour les autres secteurs avec une création de richesse qui s'est vu doubler entre 2008 et 2018 atteignant 125 MMDH fin 2018. Ainsi ce secteur a contribué à hauteur de 13% au PIB national et 13% des exportations en ³**2019 soit** une augmentation de 2,8 fois la valeur enregistrée en 2009. Sur le plan social, plus de 733 000 petits et moyens agriculteurs ont bénéficié de 989 projets agricoles, ce qui a permis la création de 342 000 emplois supplémentaire en 2019.
- **Les énergies renouvelables** : En faisant référence à la loi 47-09 relative à l'efficacité énergétique, l'Agence nationale ADEREE a mis en place une stratégie visant l'allègement de la pression de l'énergie sur l'économie nationale, son objectif est de réduire la consommation énergétique nationale de 25% à horizon 2030. Pour ce faire, l'Etat marocain initié deux programmes : **Le programme éolien** : Il vise la construction des parcs éoliens dans différentes provinces du pays. Il vise l'installation de 2.000 MW à l'horizon 2020. En 2017, Le Maroc a occupé la deuxième place sur le continent africain et la région MENA (après l'Afrique du Sud) en termes de capacité électrique installée à base d'énergie éolienne. **Le programme intégré d'énergie solaire** : programme instauré par l'Agence Marocaine de l'Energie Solaire (MASEN), visant l'installation des centrales solaires d'une capacité totale de 2000 MW dans le but de minimiser l'émission du dioxyde de carbone et d'économiser le pétrole à hauteur d'un million de tonne par année.

Par ailleurs, l'ONEE (l'Office National de l'Électricité et de l'Eau potable) est en cours de développement d'un programme de centrales solaires photovoltaïques (PV) de taille moyenne

² <https://www.lavieeco.com/economie/agriculture/le-plan-maroc-vert-a-atteint-ses-objectifs/>

³ Agence Nationale Développement des Énergie Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique

- à travers 3 projets : • Noor Tafilalet (100 MW); • Noor Atlas (200 MW); • Noor Argana (200 MW), à mettre en service à partir de 2019⁴.
- **Programme National de Prévention de la Pollution Industrielle** : Il vise la réduction et la maîtrise des rejets de substance polluantes provenant des activités les plus polluantes tels que les mines et carrières, les industries de transformations, les abattoirs...
 - **Programme National des Déchets Ménagers PNDM** : Il a pour objectif d'affronter les répercussions de danger des déchets ménagers sur la population et l'environnement et ceci à travers la mise en place de centres de valorisations de déchets, la réhabilitation ou la fermeture de toutes les décharges en 2020, le développement du « tri-recyclage-valorisation » pour atteindre 20% en 2020...
 - **Programme National d'Assainissement liquide et d'épuration des eaux usées** : Il a deux principaux objectifs, le premier concerne le traitement jusqu'à 100% des eaux usées en 2030, et le deuxième c'est d'atteindre 100% comme taux de raccordement au réseau d'assainissement en milieu urbain.

Selon le Rapport de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières (2019), le Maroc s'est résolument engagé à renforcer le poids du gaz naturel dans son mix énergétique, pour le porter de 11% en 2015 à 25% à l'horizon 2030. Ce plan, envisagé pour des considérations d'ordre stratégique, technique et environnemental, s'effectuera en deux étapes dont la première dénommée « Gas To Power » vise la réalisation d'un ensemble d'infrastructures gazières, pour un coût total estimé à 4,6 milliards de dollars.

Aux côtés des efforts étatiques déployés, la vision du consommateur marocain a également évolué. Pour Ladraa (2016), le consommateur marocain attache une grande importance aux motivations à caractère environnemental, chose qui met « la santé » et « la protection de l'environnement » au centre de ses aspirations.

Cela dit, la conscience environnementale se développe au Maroc, quoique les études sur ce domaine ne soient pas très nombreuses.

2. Méthodologie et échantillon de l'étude

Dans le but de répondre à notre problématique initiale qui est comme suit : « **Comment est-ce que la perception de l'environnement par les entreprises labélisées RSE au Maroc impacte-t'elle**

⁴ Rapport de la Direction des Études et des Prévisions Financières, premier trimestre 2019.

leur investissement environnemental ? » nous avons jugé important de définir notre positionnement méthodologique. Pour ce faire, nous avons opté pour une approche qualitative exploratoire qui nous permettra de décrire et comprendre la perception de l'investisseur marocain quant à l'investissement dans le volet environnemental.

2.1.Méthodologie de recherche

Pour Huberman et Miles (2003), la première différence entre une approche qualitative une autre quantitative est relative à la nature des données du fait que les données qualitatives se présentent sous forme textuelle plutôt que chiffrée. Aussi, et selon Rymeyko (2004) l'objectif d'une recherche qualitative est « d'étudier, de comprendre et même de transformer le comportement des acteurs au sein des organisations » tandis qu'une recherche quantitative vise « à mettre en évidence des régularités pour établir des prédictions » (Wacheux, 1996). Quant à Evrard et al. (2003), une analyse exploratoire est un « utile dans plusieurs contextes : Elle facilite dans un premier temps la compréhension et l'analyse d'un phénomène en profondeur. Dans un deuxième temps, elle permet de rétrécir un problème vague afin de déterminer un certain nombre de propositions et d'hypothèses plus spécifiques. »

Concernant notre collecte des données, nous avons opté pour un guide d'entretien semi-directif. D'après Blanchet et Gotman (2001), l'enquête par entretien est l'outil le plus adéquat pour explorer des faits dont la parole est le vecteur principal. Notre guide d'entretien présenté en annexe 1 se base sur 3 axes suivant le principe d'entonnoir selon le principe suggéré par Hlady-Rispal (2002), commençant par l'ouverture, ensuite le centrage, l'approfondissement et la conclusion.

Notre premier axe est dédié à la présentation de l'entreprise objet de l'étude et de la personne interviewée, le deuxième axe concerne la perception des entreprises labellisées RSE quant à la préservation de l'environnement, et finalement le troisième axe attaque les politiques d'investissements en termes d'environnement adoptées par les entreprises labellisées RSE au Maroc

Le choix de l'étude du contexte marocain est motivé par le fait que la question de préservation de l'environnement est devenue un sujet de débat tant dans le monde académique que celui des affaires. Le Maroc a fait le choix de suivre l'évolution mondial et de s'inspirer des sources internationales en intégrant des lois, des labels, des certificats ainsi que des pratiques visant la protection et la préservation de l'environnement

Quant à l'analyse des données recueillies, elle se fera à travers une analyse de contenu manuelle qui se base sur l'analyse du discours des interrogées par axe et par entretien. Notre choix est tombé sur l'analyse thématique car il s'agit de « l'analyse de contenu la plus simple. Elle consiste à repérer dans des expressions verbales ou textuelles des thèmes généraux récurrents qui apparaissent sous divers contenus plus concrets. Elle est donc la première forme de catégorisation impliquée dans un corpus » (Mucelli 1996). Cette catégorie d'analyse se base sur une analyse verticale appelé synthèse individuelle et une autre horizontale appelé transversale par thème.

2.2. Présentation de l'échantillon de l'étude

La représentativité d'un échantillon qualitatif repose sur l'individu, c'est ce dernier qui représentatif du groupe dont il fait partie. Le choix de notre échantillon qualitatif présenté dans le tableau ci-dessous s'est basé sur par les critères d'échantillonnage de Hlady-Rispal (2000) à savoir : « la prise en compte de l'objectif de la recherche, le potentiel de découverte, la représentativité théorique, la variété et l'équilibre ».

Pour ce faire, nous avons travaillé sur un échantillon de 12 entreprises labellisée RSE au Maroc représentant environ 18% de toute la population, opérant dans différents secteurs d'activité de tailles et d'anciennetés différentes. L'objectif de cette diversification est de cerner un grand nombre d'avis quant à la perception de ces entreprises vis-à-vis de l'investissement dans la préservation de l'environnement. Ainsi, en s'inscrivant dans cette diversification, nous avons jugé que les résultats de notre étude ne seront que plus enrichissants.

Quant au profil de nos interviewés, ils font tous partie du cadre stratégique de leurs entreprises. On parle notamment des directeurs, des responsables de département et même des directeurs généraux d'entreprise. Nos interviews ont duré entre 30 et 45 minutes, ce qui nous a permis de collecter toutes l'information nécessaire lié à notre thématique et qui nous a permis d'explorer le contexte marocain.

Tableau 2 : récapitulatif des Entreprises, leurs secteurs d'activité et profils des personnes interrogées

Profil de la personne interrogée	Entreprise de rattachement	Secteur d'activité
Chef de département organisation audit et sécurité	Stroc Industrie	Construction d'ouvrage industriel
Responsable de la démarche RSE	Maroc Bureau	Production et commercialisation de mobilier de bureau.
Directrice Ressources Humaines	Compagnie de Tifnout Tiranimine de Guemassa	Hydrométallurgie
Directeur développement RH à l'international	Managem SA	Mines
Chef de département optimisation et responsable environnement	Lafarge Holcime	Fabrication de ciments
Responsable qualité et démarche RSE	Logimag de transport et logistique	Métallurgie
Président de l'entreprise	Logimag de transport et logistique	Fabrication et commercialisation de matériaux de construction en béton
Directrice adjoint qualité sécurité environnement	Maghreb steel	Fabrication et commercialisation de granulats pour béton et route / Transport
Responsable de la démarche RSE	BMCI, Groupe BNP Paribas	Service bancaire et financier
Directrice de la stratégie et de la qualité	BMCI, Groupe BNP Paribas	Centre de contact en délocalisation
Responsable QSE et auditeur	Ménara Préfa	Centre de contact en délocalisation
Responsable QSE et auditeur	Carrière et transport ménara	Centre de contact en délocalisation
Directrice Qualité Environnement	Tragem	Transport routier de marchandise, colis express, transporteur chauffeur poids lourds
Responsable projets de certifications	Phone groupe Casablanca	Production Éditique et Marketing Direct
Directrice Ressources Humaines	Phone groupe Marrakech	

Source : Auteur

3. Résultats et discussions

Depuis le sommet de Johannesburg en Septembre 2002 où SM le roi Mohamed VI a souligné à travers son discours la volonté du pays à s'engager dans une démarche de développement durable, le Maroc a adopté une stratégie collective visant à limiter les menaces dues aux problèmes environnementaux tels que les changements climatiques, la surexploitation des ressources et les pressions exercées sur les écosystèmes et la biodiversité.⁵

Cette initiative a enclenché le début d'une prise de conscience pour les investisseurs marocains en termes de préservation d'environnement à travers différents investissements tel que la certification ISO 14001. Cette norme définit les critères d'un système de management environnementale et vise la réduction des coûts et la gestion des déchets, la réduction de la consommation d'énergie et de matériaux tout en offrant à l'entreprise une meilleure image auprès de ses parties prenantes.

En plus d'opter pour ce certificat, l'ensemble des entreprises de notre échantillon sont labellisées RSE, ce label est considéré comme une reconnaissance de la conformité des stratégies de l'entreprises avec les axes déterminés par la charte de Responsabilité sociétale émises par la CGEM. Parmi les objectifs de cette charte qui a été mise en place en 2006 et actualisée en Janvier 2017, la préservation de l'environnement est mise en avant et c'est ce qui représente l'objet de notre recherche.

Le tableau ci-dessous présente les entreprises faisant partie de notre échantillon et ayant investi en certification ISO 140001 pour le management environnemental et le label RSE de la CGEM.

⁵ Déclaration de Sa Majesté Mohammed VI sur le Développement Durable Johannesburg, 03 Septembre 2002.

Tableau 3 : Présentation des entreprises explorées certifiées ISO 14001/ labellisées RSE

Entreprise interrogée	Certificat et /ou label détenu
Stroc Industrie	Label RSE de la CGEM ISO 14001 V2015
Maroc Bureau	Label RSE de la CGEM ISO 14 001 V2004
Compagnie de Tifnout Tiranimine Guemassa CTT de Guemassa	Label RSE de la CGEM ISO 14 001
Lafarge Holcim	Label RSE de la CGEM ISO 14 001 V 2015
Maghreb Steel	Label RSE de la CGEM ISO 14 001 V 2004
Ménara préfa	Label RSE de la CGEM ISO 14 001 V 2015
Logimag	Label RSE de la CGEM ISO 14001 V 2015
Banque Marocaine de Commerce et d'Industrie	Label RSE de la CGEM ISO 14001 V 2015
Tragem	Label RSE de la CGEM
Managem	Label RSE de la CGEM
Carrière et transport ménara	Label RSE de la CGEM
Phone Serviplus	Label RSE de la CGEM
Phone assistance	Label RSE de la CGEM
Phone on line	Label RSE de la CGEM

Source : Auteurs

Ces certifications reflètent l'engagement sérieux de ces entreprises envers la préservation de l'environnement. Il s'agit d'une reconnaissance de la mobilisation de tous afin de limiter les effets destructeurs de leurs activités sur l'environnement. Cet engagement émane d'une conviction personnelle des dirigeants qui leur a permis d'instaurer une rigueur dans la mise en place des processus de production (Bouanani, 2019).

Toutes les entreprises faisant partie de notre échantillon investissent dans la préservation de l'environnement mais avec des degrés différents selon la nature de leurs activités.

Nous trouvons, par exemple, que les entreprises ayant une activité industrielle comme le cas de Lafarge Holcime, Ménara Préfa, carrière et Transport ménara, Maghreb Steel, Managem, CTT de Guemassa et Stroc Industrie, investissent plus afin d'éviter, voire d'éliminer les conséquences liées à leur secteur d'activité sur l'environnement. Tandis que les entreprises, ayant moins d'impact sur l'environnement, investissent pour améliorer leurs pratiques environnementales.

Prenant l'exemple de la banque BMCI, Phone serviplus, Phone assistance et Phone On line qui sont des entreprises ayant un impact indirect sur l'environnement. Ces dernières ont pu développer des pratiques visant la minimisation de leur consommation d'eau et d'énergie ainsi que la diminution d'utilisation du papier à travers la pratique du recyclage. Aussi, elles ont adopté une politique d'achat responsable tout en optant pour des fournisseurs engagés.

En plus du certificat ISO 14001 et le label RSE, et en s'appuyant sur les réponses de l'ensemble de nos interviewés, nous avons pu recenser plusieurs catégories d'investissement mise en place par les entreprises de notre échantillon parmi lesquels nous trouvons: Maitriser le tri et revaloriser les déchets grâce au recyclage ; Investir en biodiversité ; Préserver les ressources naturelles à travers la réduction des émissions de CO₂ et autres gaz nocif, ainsi que l'utilisation des produits KIT anti-pollution ; Privilégier les produits biodégradables ; Mettre en place des programmes ayant pour but de minimiser les émissions sonores et les bruits des usines ; Réduire la consommation d'eau et d'énergie.

Nous avons également constaté que ces entreprises consacrent un budget dédié spécialement à l'investissement dans la préservation de l'environnement. Ce point dénote l'importance et la prévalence de l'investissement financier pour la préservation de l'environnement.

L'ensemble de ces investissements ont permis aux entreprises de surpasser leurs concurrents à travers leur bonne réputation sur le marché en instaurant une image de marque positive et engagé, tout en misant sur la satisfaction de leurs parties prenantes, commençant par les investisseurs et passant par les fournisseurs pour arriver aux clients.

Conclusion

Le Maroc compte parmi les pays les plus distingués quant à son investissement environnemental et sa lutte contre le réchauffement climatiques au niveau Africain. C'est le 2^{ème} pays, après le Gabon, qui a fixé un objectif de réduction du gaz à effet de serre de 13% à 19% à l'horizon de 2030⁶.

Cette conviction marocaine à préserver les ressources naturelles de la planète lui a permis de figurer parmi les pays hôtes du 22^{ème} sommet international sur le climat COP 22 qui a pris place à Marrakech en 2016. L'objectif de cette conférence est de diagnostiquer la situation du

⁶ Bousquet, B. (2015), « Cop 22 : Quels enjeux pour le Maroc ? », Telquel, Paru le 27Septembre 2015.

réchauffement climatique et d'apporter des solutions pour limiter la hausse des températures à 2° d'ici la fin du siècle. Il s'agit d'un investissement très coûteux financièrement, mais avec la volonté de tous les acteurs et une détermination ferme, cet événement était une réussite à tous les niveaux. Cet événement a permis au Maroc de communiquer sur sa politique de développement durable ce qui a impacté favorablement sa réputation et son image de marque au niveau mondial.

En tenant compte de ces éléments, il va sans aucun doute que la perception de l'environnement par les entreprises labélisées RSE est positive de par leur engouement vers la mise en place de stratégies traduites par des investissements concrets.

D'un point de vue microéconomique, et dans la même lancée, nous avons constaté, d'après notre exploration des entreprises marocaines labélisées RSE, que le fait d'investir en environnement est une décision importante et courageuse car elle nécessite de la patience pour pouvoir la rentabiliser. D'une part il s'agit d'un investissement qui n'est pas rentable sur le court terme mais plutôt coûteux dans le sens où il nécessite des dépenses importantes qui augmenteront les charges et diminueront le résultat. D'autre part, c'est un investissement qui paye sur le long terme à travers la minimisation des coûts liés à la production et la baisse de la consommation de l'Énergie traditionnelle en la remplaçant par les énergies renouvelables.

Ainsi se doter d'une bonne gouvernance d'entreprise à travers la satisfaction des parties prenantes, la maîtrise du risque environnemental et la communication d'une image positive de l'entreprise sur le marché permet aux dites entreprises d'être plus concurrentielles sur le long terme en se rapportant aux bénéfices liés à la rentabilité de cet investissement environnementale dans le futur.

Il est important de noter que notre échantillon a concerné 12 acteurs labellisés RSE tous secteurs confondus ce qui ne nous permet pas de généraliser les résultats obtenus sur tous les secteurs d'activité. Pour ce faire, nous avons jugé intéressant d'enrichir nos résultats en optant pour une analyse sectorielle par le biais d'une étude qualitative afin de mieux comprendre les spécificités de cet investissement selon le domaine de chacune des entreprises participantes. Nous prévoyons aussi d'étudier l'impact de cet investissement sur la réputation des entreprises engagées.

Comme autre perspective, nous envisageons de mener une étude sur les entreprises ayant opté pour le certificat ISO 14001 relative au management environnemental afin de pouvoir déterminer l'effet de ce certificat sur la gestion du risque environnemental et par conséquent la préservation de l'environnement.

Références bibliographiques

- Autorité marocaine des marchés de capitaux (2017). Guide sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises et le reporting ESG.
- Blanchet. A et Gotman.A (2001). « L'enquête et ses méthodes : L'entretien » ; Paris, Nathan
- Blossville. T ; (2016). « Le Maroc fixe les priorités de la COP22 » ; Environnement Magazine 13 Juin 2016
- Bouanani El idrissi. J. (2019). « Le comportement des entreprises en matière d'Investissement Socialement Responsable et son impact sur la performance financière : Cas des entreprises labellisées RSE au Maroc » ; Bibliothèque nationale du royaume du Maroc, ISBN : 978-9920-34-856-0
- Bouanani El idrissi. J. Benmoussa.M (2019). « les pratiques de la responsabilité sociétale de l'entreprise au Maroc : étude exploratoire sur les entreprises labellisées RSE par la confédération générale des entreprises du Maroc » ; Revue Internationale du Marketing et Management Stratégique, Volume 1, N°2, 2019 . ISSN : 2665-7414, e-ISSN : 2665-7341
- Bousquet. B , (2015). « Cop 22 : Quels enjeux pour le Maroc ? » ; Telquel ; Septembre 2015
- Brahimi, M. (2015). La citoyenneté : élargissement de son champ d'action. Acte de la conférence internationale sur le thème « La citoyenneté responsable, inclusive et participative. Faculté des sciences juridiques, Rabat-Agdal, Maroc.
- Code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 Hija 1427 (31 Décembre 2006). Version 2014
- Conseil économique, social et environnemental (2016). « Responsabilité sociétale des organisations : Mécanismes de transition vers un développement durable » ; Auto-saisine n°26/2016
- Dagher, G. K., & Itani, O. (2014). Factors influencing green purchasing behaviour: Empirical evidence from the Lebanese consumers. Journal of Consumer Behaviour, 13(3), 188-195. <http://dx.doi.org/10.1002/cb.1482>

- Deslauriers, J. P. (1991). Recherche qualitative, guide pratique, McGraw Hill, 142 pages.
- Direction des études et des prévisions financières ; Ministère de l'économie et des finances
« Rapport d'activité 2020 »
- Direction des études et des prévisions financières ; Ministère de l'économie et des finances
« Rapport d'activité 2019 »
- Evrard, Y. ET Pras, B. (2003). Market : Etudes et Recherches en Marketing (3rd ed.). Paris : Nathan.
- Hines, J. M., Hungerford, H. R., & Tomera, A. N. (1987). Analysis and Synthesis of Research on Responsible Environmental Behavior: A Meta-Analysis. The Journal of Environmental Education, 18(2), 1–8. doi:10.1080/00958964.1987.9943482
- Hladly-Rispa M (2000). « L'étude de cas : Une stratégie de recherche en gestion » ; Revue française de gestion, n°127 ; P. 61-70 janvier-Février.
- Kim, Y., Choi, S.M. (2005). Antecedents of green purchase behavior: An examination of collectivism, environmental concern, and PCE. ACR North American Advances.
- Ladraa, S., et Ben moussa M. (2019). « Communication verte : étude exploratoire des visions des dirigeants et des pratiques managériales, cas des PME spécialisées dans la cosmétique 362 biologique au niveau de la ville de Marrakech », Revue Internationale du Marketing et Management Stratégique. Vol. 1, No 1.
- Ladraa, S. (2016). « Les motivations et freins à la consommation des produits éthiques ou responsables : Etude exploratoire auprès des consommateurs de la région El HAOUZ », Recherches et Pratiques Marketing Vol. 1, No 1.
- Libaert, T. (2010). Communication et environnement. Le pacte impossible. Paris, Presses universitaires de France, coll. Développement durable et innovation institutionnelle.
- Miles, M. B., & Huberman, M. A. (2003). Analyse des données qualitatives. (2e éd.). Paris : De Boeck.
- Mkik, S., Khouilid, M. and Aomari, A. (2017). Green Advertising and Environmentally Consumption: The Level of Awareness and Moroccan Costumer's Perception. Journal of Business and Management. Volume 19, Issue 8. Ver. III. (August 2017), PP 01-11
www.iosrjournals.org DOI: 10.9790/487X-1908030111.

- Muchielli, A. (1996). Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales. Paris: Armand Colin.
- Oubdi. L ; Elaouali. J, (2015). « Financement des investissements verts l'expérience marocaine » ; Colloque : 7èmes journées scientifiques internationales du FEM ; Sous le thème : «Économie verte, croissance et développement : État des lieux et perspectives» ; Les 19 et 20 mars 2015 à la FSJES Marrakech.
- Prakash, G., Pathak, P. (2017). Intention to buy eco-friendly packaged products among young consumers of India: a study on developing nation. J. Clean. Prod. 141,385–393.
- Rafiq, M. (2019). Thèse doctorale en marketing. Contribution à l'analyse du comportement responsable du consommateur marocain des emballages écologiques ; cas des sacs-paniers écologiques, sous la direction de Mohamed Larbi Sidmou, Marrakech, Université Cadi Ayyad.
- Rymeyko, K. (2004). « Méthodes de recherche qualitative et quantitative : une tentative de réconciliation : cas d'une recherche », Actes de la conférence internationale sur la traversée des frontières entre méthodes de recherche qualitatives et quantitatives, ISEOR, Lyon.
- Stratégie nationale de développement durable (SNDD). <http://www.environnement.gov.ma>
- Wacheux, F. (1996). Méthodes Qualitatives et Recherche en Gestion. Economica.
- Zhao, H. H., Gao, Q., Wu, Y. P., Wang, Y., & Zhu, X. D. (2014). What affects green consumer behavior in China? A case study from Qingdao. Journal of Cleaner Production, 63, 143– 151.